

Encore une portion de filets de perche

LE PROBLÈME DE l'imposition des pendulaires qui travaillent à Genève et habitent sur Vaud n'étant pas nouveau, j'en avais discuté, une fois de plus, avec mon collègue Robert Ducret, alors responsable des Finances genevoises. C'était dans les années 70 de manière informelle, à Buchillon, à distance diplomatiquement et équitablement partagée. Le mot de Ducret commentant la discussion a fait fortune dans la presse; le meilleur souvenir qu'il en ait gardé était la qualité des filets de perche. Ils étaient en effet excellents. Mais j'ajouterai qu'il n'y a pas de bonne cuisine sans bonne compagnie et Robert Ducret était un agréable commensal.

Sur le fond fut évoqué non pas le problème général des pendulaires, mais celui plus particulier des étrangers bénéficiaires d'un permis genevois de travail qui s'établissaient sur Vaud. Robert Ducret voulait que « je » lui ristourne « quelque chose », pour calmer l'irritation de la commission tripartite statuant sur les permis. Mon refus se limitait au constat que je n'avais pour « faire ce geste » aucune base légale. Le plus intéressant de la discussion, en fin de compte, était la confrontation de deux cultures cantonales: l'une de dynamique commerciale, l'autre de prudence juridique, parfois même pointilleuse. En tout cas, vingt ans plus tard, le scrupule juridique n'a pas retenu Micheline Calmy-Rey, imposant sans base légale et sans sommation une centaine de pendulaires. Le Tribunal fédéral n'a pas apprécié, et l'a dit assez

sèchement. Episode plus hareng saur que filets de perche. Faut-il en rester là?

Une guerre de tranchée, avec recours au TF, sur chaque cas à la limite de la jurisprudence actuelle n'a pas plus d'intérêt politique qu'une pommade d'amour-propre. La comptabilité des avantages fournis par chaque partenaire, l'aménagement urbain de Genève contre le réseau routier et les espaces verts vaudois, manque de rigueur. En revanche les participations réciproques sont de bonne politique. Elles ne furent pas négligeables: achat en commun du château de Prangins, aide genevoise au Nyon-St-

Participation réciproque

Cergue, participation vaudoise à la Compagnie d'aviation CTA.

Liste à mettre à jour.

Le canton de Vaud s'est dit prêt à poursuivre dans cette voie. Pour rendre crédible cette bonne volonté il devrait affecter à un fonds une somme annuelle. Elle correspondrait au pourcentage qu'il réclame et obtient de l'Etat français pour les frais engendrés par les frontaliers travaillant sur Vaud. Même si la situation n'est pas tout à fait identique à celle des pendulaires nationaux, il appliquerait les mêmes principes dans un cas comme dans l'autre; il n'aurait qu'une morale.

L'enjeu est peut-être modeste. A première vue quelque chose comme un ou deux millions. Il serait judicieux que Vaud reprenne l'initiative. Pas seulement pour se montrer beau joueur, mais pour relancer concrètement la collaboration intercantonale. AG

Le diable et les détails

L'université suisse a commencé sa mutation.

Au programme, concurrence et collaboration.

Mais la démarche comporte aussi des risques qu'il s'agit d'éviter.

L'UNIVERSITÉ SUISSE DU prochain millénaire prend forme. Malgré quelques combats d'arrière-garde, l'accueil globalement très positif réservé par les Chambres au Message sur la formation, la recherche et la technologie ne peut qu'encourager cantons et Confédération à poursuivre la mise sur pied des institutions envisagées. Une nouvelle loi fédérale sur l'aide aux universités (LAU) et un concordat intercantonal de coopération universitaire permettront enfin de réaliser une véritable coordination associant les cantons et leurs Hautes Ecoles et la Confédération et ses Ecoles polytechniques.

Profond changement

Les finances sont bien entendu le nerf de la guerre. Les cantons universitaires restent donc en première ligne. Mais les montants versés au titre de l'accord intercantonal universitaire ont été déjà revalorisés de 18%, en distinguant le coût des étudiants en sciences humaines et sociales, en sciences de la nature et en médecine. La Confédération pour sa part modifie son subventionnement en lui assignant un objectif d'incitation, qui jusque-là était resté lettre morte. Pour cela, tout en maintenant aide aux investissements – réduite – et subventions de base – au nombre d'étudiants notamment –, elle liera désormais une partie de ses engagements à des projets de coopération universitaire ou d'importance nationale. Pour le premier type, quatre projets ont été retenus qui bénéficieront de cinquante-cinq millions de francs durant les quatre prochaines années; parmi eux, la collaboration lémanique notamment. Quant aux projets d'importance nationale, ils sont déjà cinq qui mobilisent 187 millions. À quoi il faut ajouter les domaines prioritaires que le Fonds national de la recherche entend créer. Les nouvelles institutions et les projets envisagés organisent donc cette concurrence dans la collaboration. C'est la philosophie de la démarche préconisée par Charles Kleiber, le dynamique patron de la recherche helvétique. Si l'on ajoute à cet effort les effets incitatifs que ne manqueront pas d'avoir le lancement du cinquième programme de recherche de l'Union européenne, la création des HES et leur implantation dans le paysage de la re-

cherche technologique orientée, il est évident que l'université suisse est entrée dans une phase de changement profond, contrairement à ce qu'espèrent encore les critiques de tous poils de la nouvelle politique universitaire nationale.

Mesurer les risques

Il y a plus d'un quart de siècle, l'opposition des cantons et le réflexe fédéraliste avaient empêché que l'enseignement supérieur devienne une tâche de la Confédération; seule la recherche avait séduit le souverain constituant. Aujourd'hui la recherche tirant la formation, on peut se demander, comme l'a fait le Conseil des Etats, si les temps ne sont pas mûrs pour présenter un nouvel article constitutionnel sur l'enseignement supérieur, tant il est vrai que le montage d'institutions nouvelles évoquées précédemment heurte non seulement les esprits cartésiens, mais comporte des dangers de panne.

En outre, les projets en cours comportent deux risques qui méritent un débat politique. Le premier est lié au rôle moteur que joue la recherche dans l'université qui s'annonce. Au bout du changement il y a, bien entendu, ce que l'on ne peut nommer, l'université de la recherche, débarrassée de la tâche épuisante et vulgaire de la formation et libérée de toute responsabilité vis-à-vis de la Cité, puisque le monde est son espace, le marché de la science sa seule réalité collective. Le second risque est évidemment celui de creuser les écarts entre les universités, notamment entre les Poly et les Hautes Ecoles, puisque tous les mécanismes de collaboration sont construits autour de l'idée de la compétitivité, y compris désormais ceux qui doivent assurer la collaboration régionale et nationale.

Le diable, dit-on, se cache dans les détails. Les modifications envisagées ne sont en effet que des détails. *jcf*

Médias

L'A PRESSE DÉCOUVRE le téléphone mobile. *Blick* vient d'introduire un service d'informations sportives SMS en collaboration avec «swisscom mobile» *cfp*

Listes séparées mais Chambre commune

Jeunes et vieux, ville et campagne, ou même est et ouest : la diversification du marketing électoral ne doit pas occulter l'enjeu central de la parité entre hommes et femmes au Parlement.

ATOUT SEIGNEUR TOUT honneur : l'UDC a beau incarner la tradition, ce parti sait recourir aux techniques modernes d'identification et de diversification des attentes. A Zurich il se divise entre liste est et liste ouest, à Berne entre hommes, femmes et jeunes. Mais la palme de la complexité revient peut-être aux socialistes saint-gallois qui ont obtenu leurs deux sièges au travers de quatre listes : hommes, femmes, jeunes (+ un groupe indépendant de la ville de Saint-Gall) et seniors.

Un premier type de division, que l'on retrouve dans nombre de cantons, c'est le clivage linguistique (FR, VS), voire géographique (ville/campagne à Lucerne, est/ouest à Soleure ou Zurich). La taille n'explique pas tout : Vaud, par exemple, ignore ce procédé. D'un côté « Jean Ziegler, 1281 Russin » est libre de se présenter à

Zurich, d'un autre côté on pense que la représentation du terroir n'est jamais assez fine. Avec ce paradoxe que rien ne m'empêche de voter, dans mon canton, pour une liste qui ne m'est pas véritablement destinée.

Des fortunes diverses pour les listes typées

Les listes jeunes sont assez courantes, à droite comme à gauche. Bien sûr la jeunesse est un état transitoire (même si, à droite, il tend parfois à se prolonger jusqu'à 40 ans). Entre révolte pubertaire et souci de se placer ultérieurement, ces listes qui n'obtiennent jamais de sièges ramènent quelques poussières de suffrages jamais négligeables. Mieux vaut être jeune sur une « vraie » liste. Signe de l'évolution démographique ? Les listes de seniors (socialistes, dans plusieurs cantons) pour-

raient bien, elles, illustrer l'apparition d'une demande plus spécifique.

Les listes femmes (dont les listes hommes ne sont encore qu'un corollaire en creux qui ne sait pas vraiment comment se vendre) connaissent des fortunes variables. Les médias ont souligné l'amointrissement de la liste femmes qui avait raflé trois cinquième des suffrages socialistes genevois il y a quatre ans. Mais elle reste à parité avec la liste masculine, contrairement au canton de Vaud où l'électorat socialiste a donné moins d'un tiers de ses suffrages aux femmes : davantage que l'UDC bernoise, mais moins que les radicaux de ce canton. Quand on voit que (sur une même liste) l'électorat de l'Alliance de gauche (version Solidarités-Indépendants) place en tête les trois hommes, suivis des femmes, à Genève, on se demande si la surenchère à gauche n'a pas partie liée avec un machisme sournois ?

TOUR DE PISTE

Le Conseil fédéral portraituré en muselière

ON ESPÉRAIT QUE les médias reprendraient leur souffle et nous parleraient du cours ordinaire des choses. Mais ne faut-il pas que quelques politiciens en mal d'originalité proposent d'élire immédiatement Blocher au Conseil fédéral ? Et c'est reparti pour un tour de Blochermania. La vedettisation de la politique est pourtant un signe évident de décadence démocratique.

Donc, si Blocher gêne, il faut l'évacuer par le haut : la classique promotion-évacuation. Et pour un homme politique, le haut serait le Conseil fédéral, où règne la règle de la discipline et de la collégialité. Mais la collégialité n'a de sens que si elle permet des consensus ou à défaut des majorités, à condition que ces majorités ne soient

pas automatiques, mais à chaque fois négociables et discutées de manière approfondie. La collégialité ne peut avoir que le rôle d'un affrontement maîtrisé, qui dégage un choix et qui respecte aussi les défenseurs d'un avis minoritaire.

Ce n'est pas un cachot où l'on enferme celui qui dérange. On ne met pas Blocher au Conseil fédéral pour qu'il ne soit plus à Arena ou, pour dire les choses plus vulgairement, pour qu'il y ferme sa gueule. D'abord, si ce scénario était suivi, il ne la fermerait pas. Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, il l'a dit clairement dans un débat à la TV alémanique. Mais surtout quelle conception des politiciens si originaux se font-ils du travail collectif du Conseil fédéral ? *ag*

Vers un parlement paritaire

Il est probablement significatif qu'à Zurich ni les socialistes, ni les radicaux n'aient éprouvé le besoin de se scinder en listes hommes/femmes : les femmes sortent en tête, à raison de huit sur dix sièges pour les socialistes et deux sur six pour le parti radical. Comme un système de quotas, l'idée de listes séparées est surtout une pratique transitoire née d'une volonté politique. On voit qu'elle a probablement atteint ses limites. Mais l'identité d'homme ou de femme de toute personne humaine est une caractéristique unique : elle dépasse toute notion de choix, elle n'est pas simplement l'une des nombreuses identités superposées susceptibles de caractériser tout individu (protestant, urbain, homo, écolo, quadra, etc.), elle est véritablement l'altérité originelle de toute humanité. A ce titre, la seule représentation satisfaisante est celle d'un parlement paritaire, formé pour moitié d'hommes et de femmes. Et l'électorat devrait être amené à voter d'une part pour la liste hommes de son choix et d'autre part pour la liste femmes de son choix. *fb*

L'électorat UDC se trouve tant

Yannis Papadopoulos est professeur de politique suisse à l'Université de Lausanne. Il analyse depuis de nombreuses années les mécanismes de décision en Suisse et la modification des rapports de force entre partis politiques.

Yannis Papadopoulos a fait paraître cette année

Démocratie directe, aux Editions Economica.

Dans cet article, il commente les glissements électoraux de cet automne, et particulièrement, les passerelles, réelles ou impossibles, entre l'électorat de gauche et celui de l'Union démocratique du centre.

FACE À LA montée du national-populisme, la gauche est sur la défensive. En France Pascal Perrineau, un des spécialistes les plus éminents du Front national, écrivait récemment que celui-ci «pose une question sociale à la gauche». Ce qui a été appelé le «gaucho-lepénisme» est une réalité, et une partie des électeurs de Le Pen s'identifient, d'après les sondages, à des valeurs de gauche. Cependant, intégrer la montée de la droite populiste en Suisse dans le contexte européen incite d'abord à relativiser le phénomène. Si le FPÖ autrichien vient de connaître un éclatant succès alors que celui du parti du Progrès norvégien (plus de 15% des voix en 1997) est passé inaperçu, la droite protestataire est aujourd'hui minée par des querelles intestines en France et au Danemark. Elle s'est effondrée en Suède à cause de la faiblesse de son personnel politique (tout comme Vigilance à la fin des années quatre-vingt à Genève), et reste absente de la scène politique en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Espagne. Il convient également de prendre la mesure exacte de ce que le phénomène, désormais incarné dans sa quasi-totalité par l'UDC d'obédience blocherienne, représente en Suisse sur le plan tant social qu'idéologique.

UDC ancrée à droite

Rappelons que la progression de l'UDC s'est surtout faite au détriment des autres formations de droite: l'électorat de gauche est resté insensible à la propagande de Christoph Blocher. On ne peut donc guère parler de «gaucho-blocherisme» en Suisse. Selon l'enquête «Selects», financée par le Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) et menée par les instituts de science politique des universités de Berne, Genève et Zurich (enquête certes réalisée lors des élections précédentes, mais dont les données sont plus fiables que celles des sondages diffusés par les médias, surtout en raison de la taille de l'échantillon représentatif des électeurs partisans), l'électorat UDC est, sans surprise, celui qui se situe le plus à droite parmi les électeurs des partis gouvernementaux. Quoiqu'en pensent certains médias, particulièrement en Suisse romande, ce n'est pourtant pas un électorat d'extrême droite, même si des éléments extrémistes isolés infil-

trèrent régulièrement ce genre de partis. L'électorat UDC est tout simplement traditionaliste, d'ailleurs tout autant dans les cantons de Zurich que de Berne, en dépit des orientations différentes des sections cantonales du parti. Il considère que les étrangers et l'asile sont le problème numéro un, est bien sûr favorable à l'*Alleingang* et à une armée forte. Nouvelle donne: il est devenu très méfiant face aux autorités depuis quelques années. À maints égards, les valeurs de l'électorat socialiste restent l'antithèse de celles des électeurs de l'UDC, notamment en termes de libéralisme (multi-)culturel qui s'oppose au rigorisme moral des traditionalistes, et dans la défense de l'Etat social, qui se heurte au néo-libéralisme d'une bonne partie de la droite (y compris sa composante protestataire guère en opposition sur ce point). C'est en toute logique qu'il y a fort peu de passerelles entre les deux électeurs.

Un électorat difficile à cerner

Ceux-ci représentent deux univers sociaux fort différents, de sorte que la gauche est désormais confrontée à la «gentrification» de sa base sociale. Si les électeurs socialistes se rassemblent maintenant autour des options «post-matérialistes» de la «nouvelle gauche», c'est bien parce que la composante populaire est en déclin. Le PSS fédère désormais en grande partie les nouvelles classes moyennes (enseignants, professionnels du social, etc.) qui appuient l'Etat social, par conviction certes, mais sans doute aussi parce qu'elles en sont souvent salariées. Même si ces données doivent être traitées avec précaution, le PSS recueillerait, selon le sondage Gfs du 24 octobre, ses soutiens les plus faibles parmi les personnes au niveau de formation le plus bas, ainsi que parmi les très bas revenus. L'UDC obtiendrait par contre son meilleur score chez les revenus les plus hauts et les plus bas... Certes, l'enquête «Selects» montrait un profil différent, et la composition de l'électorat national-populiste demeure à maints égards énigmatique: en 1995, la majorité des chômeurs avait encore voté socialiste, et même aucune personne au chômage figurant dans l'échantillon n'avait opté pour l'UDC. Ce rapport n'était pas fonda-

en haut qu'en bas de l'échelle

mentalement différent chez celles et ceux qui, quoique dotés d'un emploi, se sentaient menacés par le chômage. Reste que la Suisse n'a probablement pas échappé à une tendance générale vers la «popularisation» croissante des électors de la droite nationaliste, qui rassemble les «perdants» de la modernisation ou de l'internationalisation, se situant d'ailleurs de part et d'autre de la «fracture sociale» (petits patrons et agriculteurs rejoignent les cols bleus et les chômeurs). La pénétration populaire du national-populisme est certes variable selon les cantons en fonction de l'«offre» politique en leur sein: par exemple dans les cantons traditionnellement protestants de Suisse romande, l'électorat ouvrier vote encore en partie pour la gauche, notamment pour sa composante ex-communiste. Mais en 1995 déjà, dans le canton de Zurich, la majorité des ouvriers suisses non qualifiés votait pour les formations de la droite nationaliste: s'il n'y a donc pas de gauchisme-blocherisme, il y a bien un «ouvriéro-blocherisme».

Privileges immérités

La popularisation de la droite nationaliste va donc largement de pair avec la dépopularisation de la gauche socialiste, dans un contexte idéologique en partie nouveau. Il y a eu de longue date un électoral populaire non seulement traditionaliste et autoritaire, mais aussi opposé à la croissance de l'Etat: le profil-type dégagé par «Selects» est celui d'un agriculteur âgé de sexe masculin, dont le revenu est bas, et le niveau de formation faible. Or le discours UDC est au diapason d'autres évolutions idéologiques mettant la gauche dans l'embarras, bien au-delà du conservatisme ou du nationalisme les plus apparents. Si Blocher n'est pas Haider, l'UDC est très proche du FPOe dans la combinaison d'un ultra-libéralisme économique avec le protectionnisme national sur le plan social. Contradiction vite levée: les baisses d'impôt par exemple ne déploieraient d'effets que bénéfiques, puisqu'il suffirait de veiller à ce que, en haut de l'échelle sociale des politiciens ou des intellectuels oisifs ne s'enrichissent pas indûment aux dépens du peuple, qu'au milieu la pléthore de «bureaucrates» (y compris européens) subisse une cure d'amaigrissement – alors que,

au bas de l'échelle cette fois, les catégories stigmatisées (des requérants d'asile aux personnes toxicodépendantes) peuvent être abandonnées à un sort dont elles seraient responsables. Il n'est guère besoin de souligner combien ce registre fonctionne sur le ressentiment face à des «privileges» qui n'ont de commun que d'être jugés immérités. Avantages ou prestations ne peuvent être que rétributions pour un labeur assidu – ainsi de la défense des retraités qui ont payé de leur personne –, bien que ce schéma soit moins exigeant à l'égard des indigènes, plus susceptibles de confiance que les étrangers «profiteurs» quasiment de nature (on parle, en science politique, du «welfare chauvinism»).

Solidarités en déclin

Or ce registre dans lequel l'exigence de réciprocité joue un rôle central n'est guère confiné à la droite moralisante. Tony Blair affirmait de son côté ne pas vouloir soutenir les chômeurs qui se lèvent tard le matin: plutôt que d'incriminer le «traître à la cause», il serait opportun de mesurer l'étendue du changement de valeurs. La critique à l'égard des «privilegiés» conduit de moins en moins à des programmes de redistribution solidaire et universaliste, et de plus en plus au culte du chacun pour soi; et chez les national-populistes dans une communauté de surcroît épurée. Ceci d'autant plus que les leaders de l'UDC et du FPOe (pas du Front national par contre, plus ouvertement xénophobe mais aussi plus étatiste) sont convaincus qu'il n'y a rien à attendre «du haut»: cela serait aussi immoral – on méprise les assistés – qu'illusoire, l'Etat parasite étant ce qu'il est.

Sous couvert anti-élitiste, que l'on connaît bien en Suisse (refus de doter les parlementaires de ressources conséquentes, volonté de les court-circuiter dans le traitement des initiatives et de l'élection du Conseil fédéral), le national-populisme n'est qu'une des manifestations du déclin plus général des solidarités. C'est certainement la variante régionaliste du populisme qui en représente l'illustration la plus palpable: la Ligue du Nord en Italie ne veut plus payer pour Rome clientélaire et pour le Sud mafieux, et en Belgique le Vlaams Blok ne veut plus financer la sécurité sociale d'un pays wallon sur le

déclin. Si l'expression politique de telles manifestations régionalistes fait défaut en Suisse, des croyances diffuses similaires commencent à voir le jour, bien que sous une forme plus pudique: ainsi de certaines réticences allemandes pour «endosser» des problèmes essentiellement romands, comme le chômage ou les coûts de l'assurance maladie. Et au-delà du régionalisme, d'autres manifestations du déclin des solidarités sont perceptibles en Suisse aussi: non seulement des femmes âgées pensent avoir suffisamment donné sans exiger de contrepartie en leur temps pour ne pas devoir cautionner aujourd'hui une assurance maternité, non seulement les «bons risques» sont-ils tentés de se réfugier dans des caisses-maladie qui les courtisent, mais l'on pourrait aussi interpréter comme signe d'une érosion de l'identification collective les votes populaires remettant en question le régime particulier de l'agriculture. Le succès populaire de la croyance que des mesures nécessaires à la solidarité se résument à des privilèges indus sape les fondements mêmes de la cohésion sociale: or c'est bien à la gauche qu'il incombe de contester cette croyance. ■

Altermatt, U. et H. Kriesi (dirs.), *L'extrême droite en Suisse*, Fribourg, Editions universitaires, 1995.

Kriesi, H., W. Linder et U. Kloeti (Hrsg.), *Die Schweizer Wahlen 1995*, Berne, Haupt, 1998.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédaction:
Géraldine Savary (gs)
Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Jean-Claude Favez (jcf)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Arthur Mallet (am)
Charles-F. Pochon (cfp)
Anne Rivier
Invité: Yannis Papadopoulos
Composition et maquette:
Françoise Gavillet, Géraldine Savary
Responsable administrative:
Murielle Gay-Crosier
Impression: IAM SA, Renens
Abonnement annuel: 90 francs
Etudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021 / 312 69 10
Télécopie: 021 / 312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
Site: <http://www.domainepublic.ch>
CCP: 10-15527-9

Des enjeux de la privatisation

L'accident ferroviaire de Paddington est le résultat tragique d'une série de dysfonctionnements. Suite de l'article paru dans le numéro 1405 de DP.

PRIVATE EYE, UNE sorte de *Canard Enchaîné* britannique, a analysé les causes de l'accident ferroviaire de Paddington, évoqué dans le dernier numéro de *Domaine Public*. Le journal est extrêmement prudent dans la répartition des fautes; tout le monde attend les conclusions de l'enquête. Il contient cependant un historique détaillé des faits. Explications.

Responsabilité des Tories

Les Tories ont réussi à démanteler le régime de sécurité établi de longue date par British Rail (responsabilité totale et contrôle indépendant). Le contrôle indépendant, longtemps confié à des militaires capables de se faire respecter sur le terrain et par l'Etat, a été transféré à la structure bureaucratique et timorée du Health and Safety Executive (HSE). Un exemple: après l'accident de Clapham Junction en 1989, un système appelé Automatic Train Protection avait été recommandé pour arrêter automatiquement les trains aux feux rouges. Or il n'a jamais été mis en place. Par ailleurs, les Tories ont contribué à diminuer la sécurité en donnant préséance aux poursuites pénales sur l'enquête de sécurité qui avait priorité absolue jusque-là.

Fragmentation des responsabilités

Plus que la privatisation, c'est la fragmentation des responsabilités qui semble en cause. Cette fragmentation découle du découpage du système entre vingt-neuf opérateurs, Railtrack (entreprise chargée des infrastructures), et des sous-traitants. Plus insidieusement, les contrats entre ces sociétés induisent des entorses à la sécurité: par exemple, les pénalités imposées à Railtrack pour cause de retard poussent les conducteurs, mis sous pression par leurs employeurs, à réduire les arrêts d'urgence.

Sécurité et profits

En 1998, les bénéfices des opérateurs s'élèvent à environ 2,5 milliards et ceux de Railtrack à un milliard de

francs suisses. Une partie de ces bénéfices a sans aucun doute été obtenue au détriment de la sécurité. Ainsi, en mai 1999, *Private Eye* a montré comment Railtrack a complètement ignoré un rapport de 1992 sur des câbles alimentant des signaux. Ce rapport identifiait cent câbles défectueux. Un contrôle réalisé en 1999, soit sept ans plus tard, a montré que seul dix ont été remplacés, bien que ces câbles aient été incriminés dans l'accident de Clapham Junction en 1989 et aient créé des interruptions massives d'exploitation à Edinburgh en 1994.

Autre exemple, tiré de *The Guardian* du 7 octobre 99: «Les conducteurs et les sociétés opératrices ont déposé une série de plaintes à propos du signal 109 [incriminé à Paddington], qui est difficilement visible. Ce signal est mentionné lors de huit incidents au cours des six dernières années, mais Railtrack n'a entrepris aucune action, ont déclaré hier les syndicats.» Enfin, le non-remplacement des vieilles rames, pourtant promis par de nombreux opérateurs, est reconnu comme une importante source de danger.

Le récent procès du désastre de Southall soulève un autre problème. Sont accusés le conducteur et la société (Great Western Trains), mais pas ses directeurs qui, après le rachat par First Group, ont pu revendre pour plusieurs millions de francs suisses leurs parts, achetées quelques dizaines de milliers de francs. Ceci est d'autant plus choquant qu'au même moment de nombreux ingénieurs en signalisation perdaient leur emploi, faute de commandes par Railtrack.

Et le Labour ?

Le 27 mars 1998, John Prescott, vice-premier ministre et secrétaire d'Etat aux transports, déclarait au *Daily Telegraph*: «Les trains privatisés génèrent des profits exceptionnels pour quelques-uns, résultant des contrats attribués par le précédent gouvernement. Il n'y a rien que je puisse faire.» Ce n'est pas tout à fait le cas. Par exemple, en août de cette année, *Private Eye* signalait que le Labour refusait obstinément d'inclure dans la nouvelle

loi sur les chemins de fer le transfert des compétences en matière de sécurité de Railtrack à un organisme indépendant. Mis sous pression après l'accident de Paddington, le gouvernement a finalement consenti à cette mesure. Depuis un certain temps, le gouvernement travailliste, par la voix des quatre ministres qui se sont succédé aux transports depuis son accession au pouvoir, fait porter la responsabilité de l'état déplorable du rail à British Rail, reprenant les arguments des opérateurs privés. En fait, la dégradation date principalement des années maigres du thatcherisme; mais cela n'explique pas tout: parmi les lignes les moins performantes se trouve celle qui a été complètement refaite au début des années 90 (Chiltern Railways).

Les dilemmes de la privatisation

Au-delà de cet accident, le processus de privatisation conduit à un certain nombre de questions: faut-il exclure certains repreneurs potentiels? Qui se charge de les choisir?

Dans le domaine du rail, bon nombre des vingt-neuf opérateurs de transports ferroviaires sont également actifs dans le milieu du transport routier. Cette caractéristique contribue certainement à en faire des candidats sérieux en raison de leur expérience, mais elle ne va pas sans poser de problème au vu des quasi-monopoles qui sont ainsi créés. Parfois même, la volonté d'exploiter le rail est sujette à caution – certains opérateurs pourraient avoir intérêt à laisser se dégrader celui-ci, de manière à récupérer les passagers sur des lignes routières beaucoup moins contrôlées. Le second problème concerne les cadres supérieurs chargés d'évaluer les repreneurs potentiels. Ces cadres sont certainement les mieux à même de faire ce travail, mais on ne peut s'empêcher d'éprouver un certain malaise lorsqu'ils rejoignent les sociétés qu'ils ont contribué à choisir avec des salaires colossaux, entrant ainsi dans la catégorie de ce que les Britanniques appellent les *fat cats*. *am*

Le retour de la fée verte

LES REQUINS DE la finance, tout le monde l'a vu au cinéma, portent des bretelles et sniffent une ligne de coke lorsque le stress est trop intense. Et bien c'est fini, la cocaïne n'est plus à la mode, place à l'absinthe. Le cartel de Cali a fait son temps, voici venu le temps des Francs-montagnards.

La chute du mur de Berlin n'est pas étrangère à ce phénomène. La Tchécoslovaquie n'a jamais interdit la fée verte, contrairement à la plupart des pays d'Europe; et même si la production est limitée, de nombreux touristes y ont, semble-t-il, goûté. Selon *Fortune* du 8 octobre 99, des Américains de retour au pays ont aisément trouvé sur Internet des sites tchèques de vente d'absinthe. L'entrée de cette liqueur aux États-Unis s'est révélée assez facile, en tout cas pour l'instant.

Il faut dire que la thujone, la substance qui est responsable des dégâts neurologiques provoqués par l'absinthe, n'est pas interdite outre-Atlantique comme drogue ou produit dangereux, mais comme additif alimentaire, ce qui

ouvre la voie à bien des interprétations. Et pour ça on peut faire confiance aux avocats américains! *Fortune* donne d'ailleurs ouvertement le nom d'un citoyen américain, ancien volontaire du Peace Corps en Europe de l'Est, aujourd'hui établi à Prague, qui expédie 3500 bouteilles par mois, essentiellement aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Les *Cüpli* de champagne des branches zurichois sont donc dépassés. A Manhattan, on s'éclate ouvertement à l'absinthe. Cette bible du capitalisme américain qu'est *Fortune* ne s'est d'ailleurs jamais caractérisée par une pruderie excessive, et, loin de s'indigner vertueusement, le journal signale seulement qu'il faut éviter de trop en boire, car à dose élevée c'est vraiment dangereux...

José Bové et Fernand Cuhe tiennent là leur revanche. La malbouffe cède du terrain au cœur même du capitalisme mondial. Un bon vieux produit européen enraciné dans l'histoire et le terroir y triomphe. Qui a dit que la victoire de MacDo était inévitable? *jpg*

THÉÂTRE

L'ami riche

PARFOIS, À PROPOS d'une discussion, d'un débat, d'un essai, d'une création, nous disions, lorsque nous étions satisfaits de sa qualité, de son niveau: c'est présentable. Ce terme en retrait signifiait que nous n'avions pas eu l'ambition d'imiter ou de singer ce qui se fait dans les auditoriums ou sur les scènes de prestige, mais que, tout bien pesé, ce que nous avions fait soutenait la comparaison avec ce qui se fait «là-bas», dans les capitales. Cette présentabilité était le contraire du parisianisme.

J'ai ressenti très fort cette qualité-là comme spectateur de *L'ami riche*, monté par Mentha au théâtre Kléber-Méleau. Le sujet est comme une réinvention du mythe de Midas, les doigts du riche qui transforment tout en or ne lui permettent plus une jouissance directe des choses. Il vit dès lors des relations qui, au lieu d'être directes, sont indirectes et sado-masochistes, faites des humiliations qu'il inflige aux solliciteurs et des «vérités» qu'il accepte

qu'on lui inflige, dans un jeu où ce riche ne triomphe pas de l'ennui profond. La pièce est baroque, faite de mélanges de tons, de psychologie, de diatribes lyriques, de charge comique, de gestes symboles. L'interprétation, quoiqu'inégale, est de très grande qualité. L'auteur, Mathias Zschokke, est un Bernois, qui vit et travaille à Berlin. La traduction remarquable est, hélas! une des dernières œuvres de Gilbert Musy à qui la mort n'a pas permis d'être présent à la première. Philippe Mentha et les siens font du drame une création. Les dons réunis de Zschokke, Musy, Mentha et de toutes celles et tous ceux qui l'accompagnent, acteurs, décorateurs, etc., font vivre à Malley quelque chose qui soutient la comparaison avec ce qui «se fait» en des lieux à plus grands feux de rampe. Présentable. *ag*

L'ami riche, Théâtre Kléber-Méleau, ch. de l'Usine à Gaz à Renens, jusqu'au 21 novembre (rens. 021/625.84.29).

Pourquoi les salariés des arts graphiques ont débrayé

DP 1404 CONSACRE une page au débrayage organisé par comedia dans les arts graphiques.

Pour faire un bilan du 13 octobre, encore faut-il partir d'une appréhension du déroulement effectif du débrayage à l'échelle nationale. [...] Une telle démarche aurait, par exemple, permis de faire connaître aux lectrices et lecteurs de *DP*: la décision de tous les imprimeurs de Ringier Zofingue – pour ne citer qu'eux – d'arrêter leurs machines; à la grande «déception» de la direction; le succès des débrayages et des assemblées à Zurich, Genève, Delémont, Bâle, Lucerne ou Saint-Gall, comme les difficultés de mobilisation à Edipresse ou à *L'Express*; la participation nombreuse – nouveauté – des jeunes et du personnel de l'expédition.

[...] Ce sont les salarié-e-s des petites et moyennes entreprises qui ont participé le plus massivement au débrayage, les collègues des plus grands groupes n'y envoyant souvent que des délégations (ce qui ne préjuge en rien, l'expérience l'a montré, de leur participation à une grève). Ce constat montre que, si les salarié-e-s ne sont certes pas stupides au point de confondre Edipresse et une petite imprimerie, ils savent cependant que la reprise profite à toute la branche et que, dans l'ensemble, les entreprises peuvent payer ce qui est revendiqué.

Par ailleurs, l'engagement «à gauche» – n'est-ce pas la posture de *DP*? – supposerait quelque empathie pour les salarié-e-s luttant pour leurs droits et même de la solidarité. Cette empathie permettrait de commencer à comprendre pourquoi les membres de comedia ont pris le risque d'engager un combat difficile [...]; pourquoi ils ont choisi de combattre ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle dégradation rampante de leurs droits; à quelles difficultés l'action sociale doit faire face après des années de chômage; les dangers que constituent les stratégies patronales d'imposer des accords internes en rupture avec le contrat national, comme Edipresse, etc. Autant d'interrogations, de difficultés, d'espairs partagés par les militant-e-s de comedia et leurs collègues. [...] La suite? Les salarié-e-s des arts graphiques, qui préparent une grève, sont engagés dans un combat difficile. Il y a cependant deux raisons d'espérer: le 13 octobre a accéléré une dynamique de remobilisation et de reprise de confiance [...].

J.-F. Marquis, rédacteur de «m», le journal de comedia

Mycologie

Le virus de la cueillette ne s'achète pas, il se mérite.

AU COMMENCEMENT ÉTAIT le chasseur prognathe et la femelle qui va avec. De Willendorf plus que de Milo, son abondante cellulite protégeait celle-ci du froid, favorisant la survie de l'espèce. Rebelle, indépendante (ses fugues répétées hors de la caverne conjugale), la femme du chasseur était cueilleuse et plutôt infidèle. Son mâle, cependant, s'obstinait à vouloir la nourrir à sa façon. S'acharnant pour cela sur des pauvres bêtes qui ne lui avaient rien fait, il stockait leurs dépouilles dans une grotte prévue à cet usage puis se mettait à la recherche de sa compagne, officiellement partie «aux champignons».

La traque pouvait durer des semaines. Enfin débusquée, la malheureuse était rabattue dans un fourré et battue au gourdin devant les voisins accourus en masse. L'humiliation était à son comble lorsque le vil hominien piétinait sa récolte de lycoperdons avant de la ramener au foyer par la tignasse. Là, enfermée dans le noir et l'humidité, surveillée et harcelée en permanence sur ce qui allait devenir son lieu de travail, la femme finit par se résoudre à la sédentarité. C'est ainsi que naquirent la cuisine et le rouleau à pâte.

Est-ce pour retrouver la liberté de ces ancêtres vagabondes que je sillonne les forêts, l'œil et la narine à l'affût du plus modeste cryptogame? La chasse me répugne, la pêche me laisse froide, mais la cueillette, ah la cueillette des champignons! Vestige de ces époques reculées, sa pratique s'est généralisée. Passant de la femme à l'homme puis de l'homme à l'automobiliste.

Il faut le voir, sa bagnole planquée dans un bosquet, tomber en prière devant un «rond de sorcière» frais éclos, narguer les promeneurs bredouilles d'une poignée de pieds violets, vider spores et lamelles sur le plateau de son capot en commentant au natel l'importance de sa prise. Devant ce spectacle, le doute n'est plus possible: le champignon est un virus originel, probablement héréditaire.

Moi, à ma première attaque, j'ai cinq ou six ans et je suis seule avec papa. Il a mis son pantalon de velours côtelé, ses souliers militaires et son béret basque. Le canif rouge pend à sa ceinture, au bout d'une chaînette d'acier. Il porte le panier de ma mère, celui du

marché. Cet attribut détourné lui donne un air vaguement comique. Il s'accroupit pour rajuster mon bonnet. La laine rêche me pique, je proteste, papa me brusque, impatient. Serrant mes avant-bras, de sa voix grave, il fixe les règles du jeu: interdiction absolue d'arracher, d'écraser ou de toucher un champignon. Je promets.

Cérémonies...

C'est l'été indien, un début d'après-midi. Le stratus vient de se déchirer. Le sous-bois est touffu, encore gris de fumées rampantes, les épicéas sont des flèches noires braquées sur le ciel. Tout de suite, nous marchons trop vite. Je traîne, je rechigne, j'ai froid dans mes bottes caoutchouc... Deux champignons précis marquent cette première expérience. Une féérique amanite tue-mouche et, le long d'une clairière, ces trois rangées de polypores des brebis, dont la profusion justifie l'arrêt immédiat de notre expédition.

Hiver, printemps, été, la mycologie ignore les saisons. Contagieuse, elle a atteint ma mère, mes cadets, des kyrielles d'amis en chaussettes rouges et leurs enfants. Dans les Préalpes, sur les crêtes du Jura, dans les sapinières ou sous les foyards, elle anime torrées et randonnées. Papa est un redoutable pédagogue. On ramasse tout ce qu'on trouve, et au retour, on étend la moisson sur un vieux journal. On recense, on contrôle, on trie en famille sur la table de la cuisine, le nez et le crayon dans les guides. Papa les préfère avec des dessins, maman trouve les photos plus fiables. Leur poésie comble tous mes sens. À mon oreille, l'aristocrate Inocybe de Patouillard décroche une majuscule et un bon premier prix. Et les couleurs! Pézize écarlate, entolome livide, strophaire vert-de-gris, russule dorée. Mon odorat s'affine: clitocybe, tricholome, meunier, je repère l'anis, le savon, la farine, avant le camphre et bientôt le cadavre, en imagination. Mon toucher glisse du visqueux d'un cortinaire au glutineux d'un gomphide, dérape sur le chapeau d'un épervier, pour rebondir sur la langue élastique d'un trémelle gélatineux. Mon goût évolue, varie selon les mélanges que mon père compose comme des bouquets. Pas d'innovations, ni d'au-

dace gastronomique. La littérature spécialisée confirme sa longue expérience: si les «vénéneux» sont forcément mauvais, les plus beaux ne sont pas les meilleurs. Les «médiocres» et les «sans valeur» sont froidement écartés. Par quelle faveur le tome 2 de l'album Silva juge-t-il le dégoûtant phallus impudique «comestible à l'état d'œuf pour certains amateurs»? Papa sourit sans répondre, jette les réprouvés dans la poubelle, change de journal et s'attelle à la corvée de nettoyage. Une cérémonie. À sec, de son éternel canif rouge, il gratte la terre et les aiguilles, élimine les chapeaux trop spongieux, pèle ou raccourcit les pieds trop fibreux. Des vers s'en échappent, leurs virgules blanches se tortillent jusque sur le bois sombre. Derrière nous, la cuisinière se prépare à prendre le relais. Elle hache les échalotes, émince l'ail et le persil, graisse la poêle, ou chauffe l'eau du blanchiment...

Une passion sans descendance

Aujourd'hui, maman achète ses agarics au supermarché. Papa ne court plus les bois, à cause de cette arthrose dans le genou. De toute façon, le Communal, le Jura ne sont plus ce qu'ils étaient. Dévastés, ratiboisés, un désastre écologique. Le chômage, la retraite anticipée, les escouades de cueilleurs au portable et à la lampe de poche ont gâché le métier. Au village, Monsieur Stauffer, le roi des petits gris, est mort sans descendance. Monsieur Luthi veut bien céder quelques bolets bais de temps à autre, mais dire ses coins, même pour de l'argent, il préférerait crever. Je le comprends. Le virus mycologique ne s'achète pas. Son développement se mérite.

Mon fils a fait une grosse rechute fin septembre. Lui qui prend sa voiture pour descendre de 300 mètres sur le Pod chaud-de-fonnier, il a marché trois jours dans l'Oberland pour quelques clitopiles de plus. Et le voilà déjà qui me fait la leçon. Il paraîtrait qu'un bon nombre des espèces que je dédaigne «on se demande pourquoi» sont délicieuses au vinaigre: «Evidemment, c'est du temps et du boulot! Tiens, je t'en ai apporté un bocal. Au grand-père aussi. Il n'en revenait pas!».

Anne Rivier